

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

| Effectif<br>légal | Présents  | Procurations<br>+<br>Absents |
|-------------------|-----------|------------------------------|
| <b>25</b>         | <b>23</b> | <b>2</b>                     |

N° de la séance : 05

Objet de la délibération: Direction  
Développement de la Technopole Sophia  
Antipolis - Soutien au développement  
territorial et animation - Événements et  
projets ponctuels - Attribution de  
subventions

- ☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2020.052

Date de la convocation :  
**Le 04/02/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **25 FEV. 2020**

de la réception s/Préfecture  
en date du **26 FEV. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service  
  
**Laurence MALHERBE**  
Directrice des Affaires Générales,  
Administratives et du Contentieux

Laurence MALHERBE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 10 février 2020**

L'an deux mil vingt et le 10 février à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Christophe ETORE, Jean-Pierre MASCARELLI

**Monsieur LEONETTI,**

Par délibération n° CC.2016.144 en date du 26 septembre 2016, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'est engagée à poursuivre et renforcer son soutien aux acteurs du développement économique sur Sophia Antipolis.

De nombreuses associations œuvrent à la mise en place d'événements sur la technopole Sophia Antipolis et plus généralement sur le territoire de l'agglomération. Ces événements permettent d'animer l'écosystème sophilopolitain et participent à la valorisation des compétences présentes sur le territoire. Ils contribuent également au renforcement de la fertilisation croisée, élément clé de la réussite de Sophia Antipolis.

L'association **Azur Sciences** est une association départementale entièrement composée de bénévoles. Elle a pour objectif de promouvoir les sciences, susciter les vocations pour les études et les carrières scientifiques, vulgariser et diffuser les connaissances scientifiques.

La semaine du Cerveau, que l'association a organisée en mars 2019 a permis de présenter les enjeux liés à la recherche en neuroscience devant un large public, par le biais d'animations variées : conférences, pièces de théâtre, ateliers scientifiques, café des sciences, expositions.

L'association professionnelle **EducAzur** regroupe les principaux acteurs de l'éducation numérique. Le Cluster EducAzur anime la thématique nationale « Ed'Tech / Entertainment », stimule l'innovation technologique sur le territoire et accélère l'adoption et l'usage du numérique pour tous.

EducAzur organise notamment un événement annuel sur la thématique Ed'Tech visant à la rencontre entre les différents acteurs de la filière Ed'Tech, les acteurs de l'éducation, de la formation et les territoires afin de faciliter le développement et la promotion de solutions innovantes autour des problématiques soulevées dans l'éducation et la formation.

L'association **ProfessionnELLES** gère la branche azurienne du collectif Women Hackers Action Tank (WHAT06), dans le but de rendre visibles les femmes travaillant dans les domaines du Numérique et de la Technologie, et d'initier des vocations et des carrières dans le domaine de l'ingénierie informatique.

ProfessionnELLES organise en 2020 la première édition de son événement, intitulé « **Girls Tech Day by WHAT06** », conçu pour inspirer et inciter les jeunes filles et les jeunes femmes à poursuivre des carrières dans la technologie par le biais d'une série d'ateliers d'apprentissage axés sur les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEAM) et les arts.

Les objectifs de ces trois structures s'alignent sur la stratégie de développement économique et d'attractivité territoriale de la CASA.

Dans ce contexte, ces trois associations sollicitent une participation financière de la CASA pour la mise en œuvre de leur programme d'action 2020 :

| Dénomination     | Projets / Évènement                 | Cout prévisionnel de l'action | Montant participation CASA 2020 proposé | Evènements associés   |
|------------------|-------------------------------------|-------------------------------|---|---|
| Azur Sciences    | Semaine du Cerveau                  | 16 560,00 €                   | 4 000,00 €                              | Semaine du Cerveau : conférences, expositions, workshop sur différents sites de la CASA |
| Cluster EducAzur | Soutien filière Ed'techs / EducPros | 25 000,00€                    | 5 000,00 €                              | Evènement annuel + diverses actions tout au long de l'année                             |
| ProfessionnELLES | WHAT06                              | 6 650,00 €                    | 2 000,00 €                              | Organisation du "Girls Tech Day by WHAT06" – 1e édition                                 |

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes les décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou accorder ;



Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les montants de soutien aux événementiels et projets ponctuels et de leur octroyer une subvention globale de 11 000,00 € à répartir comme suit :
  - Azur Sciences 4 000,00 €
  - Cluster EducAzur 5 000,00 €
  - ProfessionnELLES (WHAT06) 2 000,00 €
- d'approuver les conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux événementiels et projets ponctuels, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer lesdites conventions ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; budget de la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis (DDTSA).

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les montants de soutien aux événementiels et projets ponctuels et de leur octroyer une subvention globale de 11 000,00 € à répartir comme suit :
  - Azur Sciences 4 000,00 €
  - Cluster EducAzur 5 000,00 €
  - ProfessionnELLES (WHAT06) 2 000,00 €
- d'approuver les conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux événementiels et projets ponctuels, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer lesdites conventions ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; budget de la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis (DDTSA).

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 10 février 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION EducAzur

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 10 février 2020 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'Association dénommée EducAzur régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de fédérer et d'animer l'écosystème Edtechs de la Côte d'Azur, dont le siège social est situé C/o INRIA 2004, route des Lucioles 06560 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS, représentée par Monsieur Gérard GIRAUDON agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **EducAzur**

### EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, EducAzur est une association professionnelle, à but non lucratif, qui regroupe les principaux acteurs de l'éducation numérique. Elle constitue un cluster de grands groupes, de PME, de start-ups, d'organismes de recherche, de formation et de l'éducation publics ou privés qui contribue à faire émerger une population et une main d'œuvre locale avec un niveau d'éducation en adéquation avec le monde du numérique. Le Cluster EducAzur anime la thématique nationale « EdTech / Entertainment » pour laquelle la FrenchTech Côte d'Azur a obtenu sa labellisation, avec 2 autres thématiques (CleanTech/Mobility » et « Security/Privacy »).

S'appuyant sur ses « membres », l'association EducAzur stimule l'innovation technologique sur le territoire et accélère l'adoption et l'usage du numérique pour tous.

EducAzur, au travers de ses actions, organise notamment un événement annuel sur la thématique EdTech qui vise à la rencontre entre les différents acteurs de la filière EdTech, les acteurs de l'éducation, de la formation et les territoires afin de faciliter le développement et la promotion de solutions innovantes autour des problématiques soulevées dans l'éducation et la formation.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, EducAzur s'engage à mettre en œuvre, en référence aux objectifs des actions mentionnées en préambule, une mission d'animation de l'écosystème local et de la thématique des « EdTech / Entertainment » à travers de projets et actions comprenant un événement annuel sur Sophia Antipolis.

Pour l'année 2020, EducAzur prévoit diverses actions de sensibilisation tout au long de l'année en plus de leur événement annuel comprenant :

- un projet de vidéo « grand public » sur l'IA piloté par Class'Code,
- la participation à un MOOC sur une nouvelle pédagogie pour et par le numérique,
- participation au projet Terra Numerica sur Sophia Antipolis en lien avec Inria et UCA qui s'inscrit en synergie avec la Maison de l'Intelligence Artificielle
- un événement « entreprise » Edtechs
- un partenariat avec EdTech Québec.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement EducAzur pour la réalisation de cette mission d'animation, au profit de l'attractivité de son territoire et du développement des entreprises et technologies, en lien avec la thématique de l'éducation et de la formation qu'elle soutient.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2020.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

#### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible du plan d'actions sur la durée de la convention est évalué à 25 000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de **5 000 (Cinq Mille) Euros**.

Cette subvention sera versée en un seul versement à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

L'association EducAzur s'engage à fournir au plus tard le 30 avril 2021 un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs clés de performance, quantitatifs et qualitatifs, portent sur :

- Participation à la visibilité et attractivité du territoire
  - Nombre de communiqués de presse et parutions presse publiés
  - Vues sur les sites web
  - Nombre de participants
- Participation à l'animation de l'écosystème sophipolitain
  - Programme détaillé des événements organisés
- Valorisation des compétences sophipolitaines
  - Thématiques de l'événement en lien avec de la recherche effectuée sur Sophia Antipolis

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par EducAzur.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **5.3 Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

EducAzur s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

- Plus particulièrement, l'Association EducAzur remettra chaque année à la C.A.S.A son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion.

Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 31 décembre au plus tard de l'année 2020.
- Si l'Association EducAzur est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **EducAzur devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée.**

**Par ailleurs la marque « SOPHIA ANTIPOLIS » (logo et mention) devra aussi être présente sur les supports relatifs aux projets, événements et accompagnement des entreprises du territoire pour des raisons de visibilité et de pertinence. Enfin, dans le cadre de la contribution du partenaire au rayonnement de Sophia Antipolis, ce dernier s'engage à alimenter régulièrement le site web de la technopole tout au long de l'année à travers le partage d'actualités et d'annonces d'événements à destination de la communauté sophipolitaine et à mettre en avant le lien du site web et des réseaux sociaux de la technopole dans sa communication en ligne.**

#### **ARTICLE 7 : ASSURANCE**

EducAzur reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association EducAzur, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

EducAzur s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le 16 janvier 2020

En deux exemplaires

Pour l'Association EducAzur  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia  
Antipolis  
Le Président

**Gérard GIRAUDON**

**Jean LEONETTI**



## 5. Budget<sup>1</sup> de l'association

Année 2020 ou exercice du ..... au .....

Budget supplémentaire -  
demande pluriannuelle

Suppression du budget -  
demande pluriannuelle

| CHARGES   | Montant | PRODUITS   | Montant |
|---|---------|--|---------|
| CHARGES DIRECTES  |         | RESSOURCES DIRECTES  |         |
| <b>60 - Achats</b>  | 1 000   | <b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>                    |         |
| Achats matières et fournitures  | 1 000   | <b>73 - Dotations et produits de tarification</b>  |         |
| Autres fournitures  |         | <b>74 - Subventions d'exploitation<sup>2</sup></b>   | 5 000   |
|   |         | Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page |         |
| <b>61 - Services extérieurs</b>   | 600     |  |         |
| Locations   | 500     |  |         |
| Entretien et réparation   |         |  |         |
| Assurance   | 100     | Conseil-s Régional(aux) :  |         |
| Documentation   |         |  |         |
|   |         |  |         |
| <b>62 - Autres services extérieurs</b>  | 11 500  | Conseil-s Départemental (aux) :  |         |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires  | 3 000   |  |         |
| Publicité, publication  | 7 000   |  |         |
| Déplacements, missions  | 1 500   | Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:   |         |
| Services bancaires, autres  |         | CASA   | 5 000   |
| <b>63 - Impôts et taxes</b>   | 0       |  |         |
| Impôts et taxes sur rémunération  |         |  |         |
| Autres impôts et taxes  |         | Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :   |         |
| <b>64 - Charges de personnel</b>  | 0       | Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)   |         |
| Rémunération des personnels   |         | L'agence de services et de paiement (emplois aidés)  |         |
| Charges sociales  |         | Autres établissements publics  |         |
| Autres charges de personnel   |         | Aides privées (fondation)  |         |
| <b>65 - Autres charges de gestion courante</b>  |         | <b>75 - Autres produits de gestion courante</b>  | 4 500   |
|   |         | 756. Cotisations   | 4 500   |
|   |         | 758. Dons manuels - Mécénat  |         |
| <b>66 - Charges financières</b>   |         | <b>76 - Produits financiers</b>  |         |
| <b>67 - Charges exceptionnelles</b>   |         | <b>77 - Produits exceptionnels</b>   |         |
| <b>68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées</b> |         | <b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>  |         |
| <b>69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés</b>                                    |         | <b>79 - Transfert de charges</b>   | 500     |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>  | 13 100  | <b>TOTAL DES PRODUITS</b>  | 10 000  |
| <b>Excédent prévisionnel (bénéfice)</b>   |         | <b>Insuffisance prévisionnelle (déficit)</b>   | 3 100   |

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE<sup>3</sup>

|   |        |   |        |
|---|--------|---|--------|
| <b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b> |        | <b>87 - Contributions volontaires en nature</b> |        |
| 860 - Secours en nature                                     |        | 870 - Bénévolat                                 | 25 000 |
| 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services      |        | 871 - Prestations en nature                     |        |
| 862 - Prestations   |        |   |        |
| 864 - Personnel bénévole                                    | 25 000 | 875 - Dons en nature                            |        |
| <b>TOTAL</b>  | 25 000 | <b>TOTAL</b>                                    | 25 000 |

<sup>1</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>2</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

<sup>3</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

## CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION AZUR SCIENCES

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 10 février 2020;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'Association dénommée Association AZUR SCIENCES régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de « Promouvoir les sciences, susciter les vocations pour les études et les carrières scientifiques, permettre la vulgarisation et la diffusion des connaissances scientifiques », dont le siège social est situé « les mas de Pagnol, 179 avenue Louis Ravet, 06700 Saint Laurent du Var », représentée par Madame Carole ROVERE-JOVENE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **ASSOCIATION AZUR SCIENCES**

### EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

L'Association AZUR SCIENCES a pour objet de promouvoir les Sciences, de susciter des vocations pour les études et les carrières scientifiques, de vulgariser et diffuser des connaissances scientifiques.

Dans le cadre de ses missions, l'association AZUR SCIENCES organise, sous l'égide de la Société des neurosciences et en partenariat avec Université Côte d'Azur et ses membres, un événement d'ampleur européen « la semaine du cerveau » sur le thème « le cerveau à travers les âges ». Cet événement, qui se déroule du 16 au 22 mars 2020 simultanément dans plus de 50 villes en France, a pour objectif de sensibiliser le grand public à l'importance de la recherche sur le cerveau.

Ingénieurs et chercheurs et étudiants du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), de l'Université Côte d'Azur (UCA) et de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) appartenant à différents laboratoires azuréens dont de l'Institut de Pharmacologie Moléculaires et Cellulaire (IPMC), participent à la tenue de cet événement.

Cette « semaine du cerveau » a pour objectifs de :

- expliquer au grand public les enjeux liés aux travaux de recherche en neurosciences : compréhension du fonctionnement du cerveau, répercussions des recherches et des résultats obtenus, retombées médicales ;
- apporter un soutien pédagogique et éducatif dans l'éveil scientifique des élèves grâce à l'intervention de chercheurs et étudiants dans les établissements scolaires (collèges et lycées) des Alpes Maritimes ;
- valoriser le dynamisme des équipes de recherche en neurosciences de la région ;
- faire connaître la recherche fondamentale et présenter les enjeux et implications pour la société.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'association AZUR SCIENCES s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, les actions qui se déroulent dans le département des Alpes-Maritimes, et pour certaines sur le territoire de la C.A.S.A. à savoir :

|   | DATE                  | LIEU  |
|---|-----------------------|---|
| Conférence de clôture                     | Lundi 23 mars 2020    | Pôle Auguste Escoffier, Villeneuve Loubet                                     |
| Conférences- Débat                        | Mardi 17 mars 2020    | Pôle Auguste Escoffier, Villeneuve Loubet<br>Médiathèque de Villeneuve Loubet |
|   | Jeudi 19 mars 2020    | Salle Paul Gilardi, Biot<br>Médiathèque d'Antibes Juan les Pins               |
| Ateliers scientifiques et<br>Escape-games | Mardi 17 mars 2020    | Médiathèque de Villeneuve-Loubet  |
|   | Jeudi 19 mars 2020    | Médiathèque d'Antibes   |
| Journée spéciale IA/<br>Cerveau           | Vendredi 20 mars 2020 | Médiathèque de Valbonne<br>Maison de l'Intelligence Artificielle, Biot        |

Par ailleurs de nombreuses activités sont proposées toute la semaine pour le grand public, les collèges et les lycées telles que des cafés-sciences, ciné-sciences, théâtre des sciences, escape games, ateliers interactifs, expositions itinérantes...

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association AZUR SCIENCES pour la réalisation de ces objectifs.

### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2020

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 16.560 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

Au terme de la convention, la C.A.S.A transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que l'association AZUR SCIENCES intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

#### **ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 4.000 €.

Cette subvention sera versée en une seule fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

L'association AZUR SCIENCES s'engage à fournir au plus tard le 31 décembre 2020 un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs clés de performance, quantitatifs et qualitatifs, portent sur :

- Participation à la visibilité et attractivité du territoire
  - Retombées scientifiques et médiatiques (nombre de communiqués de presse et parutions presse publiés)
  - Fréquentation (nombre de participants aux événements et activités)
  - Satisfaction (questionnaire d'évaluation pour les intervenants, enseignants et chercheurs)
- Participation à l'animation de l'écosystème sophipolitain
  - Programme détaillé des événements organisés
- Valorisation des compétences sophipolitaines
  - Thématiques de l'événement en lien avec de la recherche effectuée sur Sophia Antipolis

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

#### **Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une

lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

#### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

L'association AZUR SCIENCES s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice ;
- Plus particulièrement, l'Association AZUR SCIENCES remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires ;
- A fournir le bilan de l'événement comprenant les indicateurs clés de performance et le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 30 septembre au plus tard de l'année 2020 ;
- Si l'Association AZUR SCIENCES est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **AZUR SCIENCES devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée.**

#### **ARTICLE 7 : ASSURANCE**

L'association AZUR SCIENCES reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association AZUR SCIENCES, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.



## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

L'association AZUR SCIENCES s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association AZUR SCIENCES  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis  
Le Président

**Carole ROVERE-JOVENE**

**Jean LEONETTI**

## Budget prévisionnel de l'association

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 2020

ou date de début :

date de fin :

| CHARGES  | Montant <sup>5</sup> | PRODUITS  | Montant      |
|--|----------------------|---|--------------|
| CHARGES DIRECTES   |                      | RESSOURCES DIRECTES   |              |
| <b>60 – Achats</b>   |                      | <b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b> |              |
| Prestations de services                                    | 3000                 |   |              |
| Achats matières et fournitures                             | 2000                 | <b>74- Subventions d'exploitation<sup>6</sup></b>                             |              |
| Autres fournitures   |                      | Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)                               |              |
| <b>61 - Services extérieurs</b>                            |                      |   |              |
| Locations  | 3000                 | - <b>UNS</b>  | 2000         |
| Entretien et réparation                                    |                      | - <b>inserm</b>   | 2000         |
| Assurance  | 112                  | Région(s) :   |              |
| Documentation  | 600                  | Département(s) :  | 3000         |
| <b>62 - Autres services extérieurs</b>                     |                      | Intercommunalité(s) : EPCI <sup>7</sup>                                       |              |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires                 |                      | - <b>CASA</b>   | 4000         |
| Publicité, publication                                     | 750                  |   |              |
| Déplacements, missions                                     | 5500                 | Commune(s) :  |              |
| Services bancaires, autres                                 | 88                   | - <b>Nice</b>   | 2000         |
| <b>63 - Impôts et taxes</b>                                |                      |   |              |
| Impôts et taxes sur rémunération,                          |                      |   |              |
| Autres impôts et taxes                                     |                      |   |              |
| <b>64- Charges de personnel</b>                            |                      |   |              |
| Rémunération des personnels                                |                      | L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)                |              |
| Charges sociales   |                      | Autres établissements publics   |              |
| Autres charges de personnel                                |                      | Aides privées<br><b>(sté Neurosciences et FENS-DANA)</b>                      | 2000         |
| <b>65- Autres charges de gestion courante</b>              |                      | <b>75 - Autres produits de gestion courante</b>                               |              |
| <b>66- Charges financières</b>                             |                      | Dont cotisations, dons manuels ou legs  | 50           |
| <b>67- Charges exceptionnelles</b>                         |                      | <b>76 - Produits financiers</b>   |              |
| <b>68- Dotation aux amortissements</b>                     |                      | <b>78 – Reprises sur amortissements et provisions</b>                         |              |
| <b>CHARGES INDIRECTES</b>                                  |                      |   |              |
| Charges fixes de fonctionnement                            |                      |   |              |
| Frais financiers   |                      |   |              |
| Autres   |                      |   |              |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>                                   | <b>15050</b>         | <b>TOTAL DES PRODUITS</b>   | <b>15050</b> |
| <b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>8</sup></b>               |                      |   |              |
| <b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b> |                      | <b>87 - Contributions volontaires en nature</b>                               |              |
| Secours en nature  |                      | Bénévolat   |              |
| Mise à disposition gratuite de biens et prestations        | 1250                 | Prestations en nature   | 1250         |
| Personnel bénévole   | 260                  | Dons en nature  | 260          |
| <b>TOTAL</b>   | <b>16560</b>         | <b>TOTAL</b>  | <b>16560</b> |

<sup>5</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>6</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>7</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

<sup>8</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION ProfessionnELLES

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 10 février 2020 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'Association dénommée ProfessionnELLES régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but l'évolution professionnelle des femmes, la promotion de la diversité et de l'égalité dans le monde professionnel, dont le siège social est situé Résidence Colline du Moulin à Vents, 290 route de Grasse, 06220 VALLAURIS, représentée par Madame Carole MALBRANCQ agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **ProfessionnELLES**

### EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Augmenter la présence des femmes dans les domaines scientifiques et technologiques est une préoccupation locale, nationale et internationale ceci à la fois afin d'assurer une plus grande parité entre les hommes et les femmes dans ces domaines et ainsi de favoriser les équipes mixtes pour stimuler la créativité et l'innovation mais également de miser sur de nouveaux profils alors que notre territoire rencontre un déficit d'emplois annuel d'ingénieurs sur la technopole.

Conformément à ses statuts, ProfessionnELLES est une association professionnelle, à but non lucratif, qui gère la branche azurienne du collectif Women Hackers Action Tank (WHAT06), dans le but de rendre visibles les femmes travaillant dans les domaines du Numérique et de la Technologie, ainsi que d'inciter plus de femmes et de filles à s'intéresser aux métiers de l'ingénierie informatique.

Le collectif WHAT06 est un groupe d'une quinzaine de femmes bénévoles qui sont salariées, startuppeuses ou indépendantes travaillant majoritairement dans la Tech et œuvrant pour initier le plus grand nombre (hommes et femmes) aux nouvelles technologies.

WHAT06 existe depuis 3 ans et possède à son actif de nombreux événements :

- 3 hackathons réunissant 100 participants dont 50% de femmes
- 1 workshop sur l'IA : « ladies IA night », initiation au Deep Learning pour des développeurs ; 50 participants dont 75% de femmes
- Journée (conférences et ateliers) pour faire découvrir au grand public la technologie Blockchain et ses cas d'usages « Blockfest by WHAT06 » ; 150 participants dont 30% de femmes. La ½ des speakers étaient des femmes.

- Trophées Women\_in\_Tech\_Sud (56 candidatures dans 3 catégories : Chercheuse, salariée, entrepreneure). 30 collégiennes présentes lors de la soirée. 250 personnes présentes à la soirée de remise des Trophées au Palais des Festivals de Cannes.

Les membres de WHAT06 sont par ailleurs invités dans les lycées et collèges pour faire comprendre aux jeunes filles qu'elles ont leur place dans les filières scientifiques et qu'elles ont un rôle à jouer dans les nouvelles technologies.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, ProfessionnELLES s'engage à mettre en œuvre, en référence aux objectifs des actions mentionnées en préambule, une mission d'animation, de sensibilisation et de mise en avant des publics féminins dans les métiers de l'ingénierie informatique à travers des projets et actions comprenant un événement en 2020 organisé à Sophia Antipolis qui mettra en lumière des femmes de la Tech locales pour qu'elles inspirent les jeunes filles.

Cet événement, intitulé « **Girls Tech Day by WHAT06** » aura pour objectif de démystifier la Tech et permettre aux jeunes filles de réaliser que la Tech peut être FUN, que les sciences sont aussi pour elles et qu'elles ont leur place dans les nouvelles Technologies.

Cet événement comprendra :

- Des ateliers pour encourager la manipulation des participants :
  - Deux ateliers Intelligence Artificielle
  - Atelier Cybersécurité (savoir protéger ses informations personnelles sur les Réseaux Sociaux)
  - Atelier Programmation de Robot Thymio avec le langage Scratch
  - Atelier Robotique/ Arduino/ Lego robotise
  - Atelier Qui est-ce ? Avec présentation de métiers de la Tech et de femmes locale travaillant dans ces domaines
- Un Escape Game en informatique

A cette fin, l'association est d'ores et déjà en contact avec des associations locales telles que le SoFab de Telecom Valley et a un accord d'un partenariat avec Simplon.

Plus de 100 jeunes filles issues des établissements scolaires du territoire azuréen sont attendues pour participer à cet événement.

Cet événement sera organisé en novembre sur la journée du samedi, idéalement à la Maison de l'IA.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement ProfessionnELLES pour la réalisation de cette mission d'animation, au profit de l'attractivité de son territoire et du développement des entreprises et technologies, en lien avec la thématique de l'éducation et de la formation qu'elle soutient.

### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2020.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible du plan d'actions sur la durée de la convention est évalué à 6 650 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

### **ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de **2 000 (Deux Mille) Euros**

Cette subvention sera versée en un seul versement à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

### **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS**

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

L'association Professionnelles s'engage à fournir au plus tard le 30 avril 2021 un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs clés de performance, quantitatifs et qualitatifs, portent sur :

- Participation à la visibilité et attractivité du territoire
  - Nombre de communiqués de presse et parutions presse publiés
  - Vues sur les sites web
  - Nombre de participants
- Participation à l'animation de l'écosystème sophipolitain
  - Programme détaillé des événements organisés
- Valorisation des compétences sophipolitaines
  - Thématiques de l'événement en lien avec de la recherche effectuée sur Sophia Antipolis

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.



➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

### **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

ProfessionnELLES s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association ProfessionnELLES remettra chaque année à la C.A.S.A son bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion.

Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 31 décembre au plus tard de l'année 2020.
- Si l'Association ProfessionnELLES est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ProfessionnELLES devra valoriser l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par l'association, tous formats confondus, en lien avec l'action subventionnée.

Par ailleurs la marque « SOPHIA ANTIPOLIS » (logo et mention) devra aussi être présente sur les supports relatifs aux projets, événements et accompagnement des entreprises du territoire pour des raisons de visibilité et de pertinence. Enfin, dans le cadre de la contribution du partenaire au rayonnement de Sophia Antipolis, ce dernier s'engage à alimenter régulièrement le site web de la technopole tout au long de l'année à travers le partage d'actualités et d'annonces d'événements à destination de la communauté sophilopolitaine et à mettre en avant le lien du site web et des réseaux sociaux de la technopole dans sa communication en ligne.

## **ARTICLE 7 : ASSURANCE**

ProfessionnELLES reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association ProfessionnELLES, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

ProfessionnELLES s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

**ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association ProfessionnELLES  
La Présidente

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia  
Antipolis  
Le Président

**Carole MALBRANCO**

**Jean LEONETTI**

## 5. Budget<sup>1</sup> de l'association

Année 2020 ou exercice du 01/01/20..... au 31/12/20.....

Budget supplémentaire -  
demande pluriannuelle

Suppression du budget -  
demande pluriannuelle

| CHARGES  | Montant      | PRODUITS   | Montant      |
|--|--------------|--|--------------|
| CHARGES DIRECTES   |              | RESSOURCES DIRECTES  |              |
| 60 - Achats  | 4 500        | 70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services                           |              |
| Achats matières et fournitures   | 1 500        | 73 - Dotations et produits de tarification   |              |
| Autres fournitures   | 3 000        | 74 - Subventions d'exploitation <sup>2</sup>   | 5 500        |
|  |              | Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page |              |
| 61 - Services extérieurs   | 350          |  |              |
| Locations  |              |  |              |
| Entretien et réparation  |              |  |              |
| Assurance  | 350          | Conseil-s Régional(aux) :  |              |
| Documentation  |              |  |              |
|  |              |  |              |
| 62 - Autres services extérieurs  | 1 800        | Conseil-s Départemental (aux) :  |              |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires   |              |  |              |
| Publicité, publication   | 1 500        |  |              |
| Déplacements, missions   | 200          | Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :  | 2 000        |
| Services bancaires, autres   | 100          |  |              |
| 63 - Impôts et taxes   | 0            |  |              |
| Impôts et taxes sur rémunération   |              |  |              |
| Autres impôts et taxes   |              | Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :   |              |
| 64 - Charges de personnel  | 0            | Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)   |              |
| Rémunération des personnels  |              | L'agence de services et de paiement (emplois aidés)  |              |
| Charges sociales   |              | Autres établissements publics  |              |
| Autres charges de personnel  |              | Aides privées (fondation)  | 3 500        |
| 65 - Autres charges de gestion courante  |              | 75 - Autres produits de gestion courante   | 1 150        |
|  |              | 756. Cotisations   | 1 150        |
|  |              | 758. Dons manuels - Mécénat  |              |
| 66 - Charges financières   |              | 76 - Produits financiers   |              |
| 67 - Charges exceptionnelles   |              | 77 - Produits exceptionnels  |              |
| 68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées |              | 78 - Reprises sur amortissements et provisions   |              |
| 69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés                                    |              | 79 - Transfert de charges  |              |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>   | <b>6 650</b> | <b>TOTAL DES PRODUITS</b>  | <b>6 650</b> |
| Excédent prévisionnel (bénéfice)   |              | Insuffisance prévisionnelle (déficit)  |              |

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE<sup>3</sup>

|  |              |  |              |
|--|--------------|--|--------------|
| 86 - Emplois des contributions volontaires en nature   |              | 87 - Contributions volontaires en nature |              |
| 860 - Secours en nature                                |              | 870 - Bénévolat                          | 2 000        |
| 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services | 2 000        | 871 - Prestations en nature              |              |
| 862 - Prestations                                      |              |  |              |
| 864 - Personnel bénévole                               |              | 875 - Dons en nature                     |              |
| <b>TOTAL</b>   | <b>2 000</b> | <b>TOTAL</b>                             | <b>2 000</b> |

<sup>1</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>2</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

<sup>3</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 10/02/2020  
Numéro : BC\_2020\_052  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Soutien au développement territorial et animation -  
Événements et projets ponctuels - Attribution de  
subventions  
Matière : 7.5 - Subventions  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : h80XGRA

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 26/02/2020  
Identifiant : 006-240600585-20200210-BC\_2020\_052-DE

**Acte reçu**

Date : 10/02/2020  
Numéro interne : BC\_2020\_052  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 7  
Code matière 2 : 5  
Objet : Soutien au développement territorial et animation - Événements et projets  
ponctuels - Attribution de subventions  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_052-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 6

99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_052-DE-1-1\_2.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_052-DE-1-1\_3.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_052-DE-1-1\_4.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_052-DE-1-1\_5.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_052-DE-1-1\_6.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_052-DE-1-1\_7.PDF

N